



métropole
Grand Nancy

Commune de
Art-sur-Meurthe

PLAN LOCAL D'URBANISME

Art-sur-Meurthe

Procédures du document
d'urbanisme



SCALEN

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT
DES TERRITOIRES
NANCY SUD LORRAINE

DOCUMENT D'URBANISME D' ART-SUR-MEURTHE

SOMMAIRE :

- MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 20 novembre 2023
- DÉCLARATION DE PROJET ENTRAINANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 30 juin 2022
- MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 07 septembre 2020
- MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 26 janvier 2018
- MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 29 novembre 2013
- MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 29 septembre 2011
- PLAN LOCAL D'URBANISME approuvé le 04 mai 2007
- ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME approuvé le 30 juin 2006
- DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PADD le 30 septembre 2005
- PLAN LOCAL D'URBANISME : PRESCRIPTION DE LA REVISION - OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION approuvés le 22 juin 2001



EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL METROPOLITAIN DU GRAND NANCY

Le Président de la Métropole
du Grand Nancy

OBJET :
MISE A JOUR DU PLU D'ART-SUR-MEURTHE

ARRETE DU : 20 novembre 2023

ARRETE N° : ARR_129

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret ministériel n°2016-490 du 20 avril 2016 portant création de la Métropole du Grand Nancy;

Vu l'arrêté de délégation du 24 septembre 2021 relatif à la désignation de Monsieur Bertrand KLING,
Vice-Président délégué au Développement urbain et à la Sécurité;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R.151-52 et R.153-18

Vu le plan local d'urbanisme d'Art-sur-Meurthe approuvé le 4 mai 2007 puis modifié le 29 septembre 2011, 29 novembre 2013, 26 janvier 2018 et mis en compatibilité le 30 juin 2022.

Vu le courrier du Préfet de Meurthe-et-Moselle daté du 7 août 2023 portant à connaissance le positionnement des sondages PSP9 et PSP10.

ARRETE

Article 1 :

Le plan local d'urbanisme est mis à jour à la date du présent arrêté

A cet effet, le courrier du 7 août 2023 ainsi que la cartographie l'accompagnant est annexé au PLU d'Art-sur-Meurthe.

Article 2 :

Le dossier mis à jour peut être consulté sur le site internet de la Métropole du Grand Nancy ainsi que, aux jours et heures d'ouvertures :

- A la Métropole du Grand Nancy
- A la Mairie d'Art-sur-Meurthe
- A la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- Madame la Préfète de Meurthe-et-Moselle
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément au code de la justice administrative.

Pour le Président

**Le Vice-Président
Bertrand KLING**



Bertrand KLING

BERTRAND KLING
2023.12.07 18:59:05 +0100
Ref:20231206_112743_1-2-O
Signature numérique
Vice-Président



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
DÉVELOPPEMENT URBAIN

SEANCE DU : 30 JUIN 2022

DELIBERATION N° : 47

OBJET :
PLU D'ART-SUR-MEURTHE - MISE EN
COMPATIBILITÉ - APPROBATION DE LA
DÉCLARATION DE PROJET "SDIS -
NOUVEAU CENTRE DE PREMIÈRE
INTERVENTION"

RAPPORTEUR : Evelyne DEVOUGE

EXPOSE DES MOTIFS

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme régissant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (articles L.153-54 et suivants et R.153-13 et suivants), le Grand Nancy a engagé, par délibération en date du 08 juillet 2021, une procédure dite de "déclaration de projet". Celle-ci vise à établir l'intérêt général du projet de construction d'un centre de première intervention du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et à permettre en conséquence la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme d'Art-sur-Meurthe

L'intérêt général du centre de première intervention

Le CPI de Lenoncourt assure une couverture opérationnelle de proximité sur les communes de Lenoncourt, Art-sur-Meurthe et Cerville. Les personnels de ce centre sont domiciliés sur ces trois communes. La suppression du CIS Nancy-Tomblaine vers le CIS Nancy « Rives de Meurthe » aura pour conséquence d'augmenter légèrement le délai d'intervention sur la zone « Bosserville » et la commune de Cerville.

Le SDIS a donc décidé dans le cadre de la révision de son schéma d'analyse et de couverture des risques adoptés en 2020 de travailler à l'optimisation de la réponse de proximité assurée par le CPI de Lenoncourt en tenant compte du lieu d'implantation et de la domiciliation des personnels.

Suite à une analyse cartographique des délais de rassemblement, l'axe entre Art-sur-Meurthe et Lenoncourt a été ciblé par le SDIS pour l'implantation du nouveau CIS. La commune de Lenoncourt ne disposant pas de foncier disponible, la commune d'Art-sur-Meurthe s'est portée volontaire pour trouver ce foncier. Le choix d'implantation a également été motivé par la domiciliation des volontaires, qui proviennent majoritairement d'Art-sur-Meurthe.

En outre, les locaux actuels de CIS de Lenoncourt sont particulièrement inadaptés et coûteux (locaux en location et particulièrement énergivores). La construction de nouveaux locaux plus adaptés et dont le SDIS serait le propriétaire apparaît donc plus opportune.

La mise en compatibilité du PLU d'Art-sur-Meurthe.

Pour assurer la réalisation du projet, il est nécessaire de procéder à une évolution des règles d'urbanisme afin d'ouvrir à l'urbanisation l'emprise concernée actuellement classée en zone agricole. Ces évolutions portent sur :

- Le règlement écrit : création d'une zone UE de 1325 m² sur le périmètre du projet,
- Le règlement graphique : la zone UE est ajoutée au zonage et la marge de recul passe de 21 mètres à 15 mètres,
- Les annexes : le droit de préemption urbain est étendu sur la zone UE nouvellement créée.

En application de la procédure décrite par le code de l'urbanisme, le Président du Grand Nancy a donc mené une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du P.L.U :

- En élaborant le dossier correspondant ;
- En examinant conjointement avec l'Etat, les Personnes Publiques Associées et la Commune, les dispositions proposées pour mettre en compatibilité le document. Cet examen conjoint s'est concrétisé par une réunion organisée le 16 mars 2022, lors de laquelle des remarques ont été émises et qui ont fait l'objet d'un compte-rendu joint au dossier d'enquête publique.
- Et enfin en prescrivant, par arrêté n° URBA0215 du 28 février 2022, une enquête publique portant sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du P.L.U. d'Art-sur-Meurthe.

La procédure a été dispensée d'évaluation environnementale par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale.

L'enquête publique, réalisée conformément au code de l'environnement, s'est déroulée du 30 mars 2022 au 30 avril 2022 inclus, avec mise à disposition du dossier de déclaration de projet et de mise en compatibilité en mairie et à la Métropole du Grand Nancy, ainsi que sur le site internet du Grand Nancy. Les observations du public pouvaient être consignées dans les registres d'enquête publique mis à disposition en mairie et au Grand Nancy, ainsi que par courrier électronique au Grand Nancy.

Les registres disponibles à la Métropole du Grand Nancy et à la mairie d'Art-sur-Meurthe n'ont pas fait l'objet d'observation. Il n'y a eu aucune observation par voie électronique, ni par courrier.

Le commissaire enquêteur a émis une observation indiquant que l'absence dans le dossier d'enquête d'un plan d'intégration paysagère du projet était regrettable et que ce dernier aurait permis de mieux estimer le projet de construction.

Cette observation a fait l'objet de la réponse suivante par la Métropole du Grand Nancy : « *Le SDIS 54 qui est maître d'ouvrage pour la construction du centre de première intervention ne disposait pas au stade de l'enquête publique d'éléments de programmation permettant de fournir une insertion paysagère susceptibles d'être versés au dossier d'enquête. La bonne insertion paysagère du projet sera étudiée avec attention, en lien avec la commune, lors de la phase d'instruction du permis de construire.* »

En conclusion, le commissaire enquêteur, dans ses conclusions motivées, a rendu **un avis favorable**.

DELIBERATION

En conséquence et après avis favorable de la commission Développement Urbain et Transition Ecologique du 16 juin 2022, il vous est demandé d'approuver la Déclaration de Projet relative au projet de construction du centre de première intervention, qui entraînera la mise en compatibilité du PLU d'Art-sur-Meurthe.

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles L.153-59, R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie et au siège de la Métropole pendant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que sa publication au recueil des actes administratifs de la Métropole. Elle sera exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Le PLU mis en compatibilité est tenu à la disposition du public à la mairie, à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, à la Métropole du Grand Nancy ainsi que sur le site internet du Grand Nancy. Par ailleurs, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont mis à la disposition du public pendant un an dans les conditions définies à l'article R. 123-21 du code de l'environnement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. Dessein ne prend pas part au vote.



CONSEIL METROPOLITAIN DU JEUDI 30 JUIN 2022

Affaire n° 47

10H00

ETAIENT PRESENTS

Mme BEAUDEUX Evelyne - Nancy
Mme BENMOKHTAR Sabrina - Nancy
Mme BILLOT Véronique - Nancy
Mme BLANDIN Chloé - Nancy
Mme BOCOUM Martine - Maxéville
M. BOILEAU Pierre - Ludres
Mme BOILLON Muriel - Nancy
M. BREUILLE Michel - Essey-lès-Nancy
M. CHANUT Henri - Seichamps
M. CHOSEROT Christophe - Maxéville
Mme COSTANTINI Anne-Mathilde - Laxou
Mme CREUSOT Nicole - Nancy
M. DESSEIN Jean-Pierre - Art-sur-Meurthe
Mme DEVOUGE Evelyne - Essey-lès-Nancy
Mme DIDELOT Anne-Sophie - Nancy
M. DONATI Patrice - Vandoeuvre
M. EHRENFELD Jean-Pierre - Laxou
M. FICK Michel - Nancy
M. GIRSCH Bernard - Saulxures
M. GRAUFFEL Claude - Vandoeuvre
Mme GRUET Stéphanie - Malzéville
Mme HAMIDI Hania - Tomblaine
M. HATZIG Patrick - Nancy
M. HÉNART Laurent - Nancy
M. JACQUEMIN Pascal - Villers-lès-Nancy

ETAIENT EXCUSES

M. BOULANGER Alain - Fléville
M. FÉRON Hervé - Tomblaine
M. GARCIA Laurent - Laxou

AVAIENT DONNE POUVOIR

Mme ACKERMANN Danielle - Vandoeuvre
Mme COLOMBO Muriel - Nancy
M. DA CUNHA Eric - Laneuveville
M. DAMOISEAUX Bruno - Vandoeuvre
Mme DEBORD Valérie - Nancy
M. LE SOLLEUZ Antoine - Nancy
Mme LUCAS Isabelle - Nancy
M. MIDON Jean-François - Saint-Max
M. PENSALFINI Eric - Saint-Max
M. PERROT Cyrille - Villers-lès-Nancy
M. PIERRONNET Romain - Nancy
Mme WUCHER Anne - Jarville
M. GUILLEMARD Philippe - Nancy
Mme GRANDJEAN Carole - Nancy
M. EL HARRADI Mounir - Nancy
M. SADI Areski - Nancy
M. MASSON Bertrand - Nancy
Mme COLIN Sylvie - Laneuveville
Mme MERCIER Estelle - Nancy
Mme ENGEL Nathalie - Villers-lès-Nancy
M. CHABIRA Hocine - Nancy

Mme JANDRIC Christelle - Nancy
Mme KHIROUNI Chaynesse - Nancy
M. KLEIN Mathieu - Nancy
M. KLING Bertrand - Malzéville
Mme KOMOROWSKI Régine - Vandoeuvre
M. LIESENFELT Alain - Dommartemont
M. MAGUIN Frédéric - Nancy
Mme MARREL Charlotte - Nancy
M. MATHERON Vincent - Jarville
Mme MICHEL Delphine - Nancy
M. MIRON Romain - Maxéville
M. MURATET Franck - Nancy
M. OGIEZ Marc - Pulnoy
M. PETRONIO Maurizio - Houdemont
Mme PIBOULE Nadine - Vandoeuvre
M. RAINERI Serge - Nancy
Mme RAVON Véronique - Ludres
Mme RENAUD Dominique - Vandoeuvre
Mme STEPHANUS Nicole - Vandoeuvre
M. TENENBAUM Marc - Nancy
Mme VIEUX-MELCHIOR Catherine - Saint-Max
M. WATRIN Laurent - Nancy
M. WERNER François - Villers-lès-Nancy
Mme WIESER Laurence - Laxou
M. YILMAZ Bora - Nancy

M. HABLOT Stéphane - Vandoeuvre
M. SARTELET Didier - Heillecourt

à Mme PIBOULE Nadine - Vandoeuvre
à M. TENENBAUM Marc - Nancy
à Mme BOCOUM Martine - Maxéville
à Mme KOMOROWSKI Régine - Vandoeuvre
à M. HÉNART Laurent - Nancy
à Mme MICHEL Delphine - Nancy
à M. HATZIG Patrick - Nancy
à M. DESSEIN Jean-Pierre - Art-sur-Meurthe
à Mme VIEUX-MELCHIOR Catherine - Saint-Max
à M. WATRIN Laurent - Nancy
à M. FICK Michel - Nancy
à M. MATHERON Vincent - Jarville
à Mme DIDELOT Anne-Sophie - Nancy
à M. OGIEZ Marc - Pulnoy
à Mme BEAUDEUX Evelyne - Nancy
à Mme BENMOKHTAR Sabrina - Nancy
à M. RAINERI Serge - Nancy
à M. YILMAZ Bora - Nancy
à M. BREUILLE Michel - Essey-lès-Nancy
à Mme RENAUD Dominique - Vandoeuvre
à Mme BOILLON Muriel - Nancy

Le présent acte a été publié le : - 1 JUL. 2022

Pour le Président, la conseillère métropolitaine :

Evelyne DEVOUGE



EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA METROPOLE DU GRAND NANCY

du 7 SEPTEMBRE 2020

Le Président de la Métropole
du Grand Nancy

N° **URBA0202**

Objet : MISE À JOUR DU P.L.U. D'ART-SUR-MEURTHE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18, R153-52 et R153-53 ;

VU le décret ministériel n°2016-490 du 20 avril 2016 portant création de la Métropole du Grand Nancy ;

VU l'arrêté de délégation du 20 juillet 2020 relatif à la désignation de Madame Chaynesse KHIROUNI, Vice-présidente déléguée à la Transition écologique, à l'urbanisme, au foncier, à l'énergie, à l'agriculture et à l'alimentation ;

VU la délibération de l'assemblée communautaire du 4 mai 2007 approuvant le plan local d'urbanisme ;

VU les délibérations de l'assemblée communautaire des 29 septembre 2011 et 29 novembre 2013 et 26 janvier 2018 modifiant le plan local d'urbanisme ;

VU la délibération de l'assemblée communautaire du 3 juillet 2015 adoptant le règlement du service public de gestion des déchets.

VU le règlement du service public de gestion des déchets joint au présent arrêté.

ARRÊTE

Article 1

Le plan local d'urbanisme est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, **est rajouté** le règlement du service public de gestion des déchets aux annexes du plan local d'urbanisme.

Article 2

Le dossier mis à jour peut être consulté sur le site internet de la Métropole du Grand Nancy ainsi que, aux jours et heures d'ouverture :

- à la Métropole du Grand Nancy,
- à la Mairie d'Art-sur-Meurthe,
- à la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Article 3


Le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole du Grand Nancy et en mairie d'Art-sur-Meurthe.

Article 4

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.
- Madame la Directrice Départementale des Territoires.
- Monsieur le Maire d'Art-sur-Meurthe.

Pour le Président,
La Vice-Présidente Déléguée,



Chaynesse KHIROUNI

le présent arrêté a été publié le : 27/10/2020
notifié le:



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU METROPOLITAIN DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITÉ URBAINE ET RÉSIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 26 JANVIER 2018

DELIBERATION N° : 3

OBJET :
APPROBATION DE LA MODIFICATION DU
P.L.U. D'ART-SUR-MEURTHE

RAPPORTEUR : M. CANDAT

EXPOSE DES MOTIFS

Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune d'Art-sur-Meurthe a été approuvé par délibération du Conseil de communauté du 4 mai 2007 puis modifié le 29 septembre 2011 et le 29 novembre 2013 par délibérations du Bureau communautaire.

Objectif de la modification apportée au P.L.U. :

Il a été décidé d'engager une nouvelle procédure de modification du P.L.U. pour :

- **faire évoluer le zonage et les dispositions réglementaires suite à la réalisation des lotissements sur le secteur dit des «Coteaux des Vignes»** par le biais d'un reclassement de la majeure partie de la zone 1 AU en zone urbaine UB et UC. L'instauration d'une protection d'espaces verts permet également de préserver les coupures vertes qui structurent l'organisation spatiale et participent à l'ambiance des Coteaux des Vignes ;
- **intégrer une Orientation d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.) sur le secteur dit des «Coteaux des Vignes»** sur la partie de zone 1 AU restante car non urbanisée et correspondant aux terrains situés hors des opérations de lotissement. Il s'agit de garantir une bonne intégration des futures constructions par rapport aux constructions existantes ;
- **créer 3 périmètres d'étude sur la «Place Saint-Rémi», sur le secteur «3 rue du faubourg Saint-Phlin/ 8 rue Chepfer» et sur «l'îlot de la rue Saint-Aignan»,** des secteurs porteurs d'enjeux urbains forts pour la commune. Afin que des études puissent aboutir sans qu'aucune construction ne vienne obérer toute évolution de ces sites, trois servitudes d'étude y sont établies pour une durée maximum de 5 ans à compter de la date à laquelle la présente modification sera exécutoire.
- **faire évoluer des emplacements réservés, adapter le règlement d'urbanisme, prendre en compte le Plan de Prévention du Risque Inondation de la Meurthe et mettre en conformité le règlement avec les évolutions du code de l'urbanisme.** Ces modifications mineures sont des ajustements suite à des mises à jours législatives, des besoins de clarté réglementaire et d'évolution sur les projets urbains qui impactent les emplacements réservés.

Ces évolutions réglementaires ne remettent pas en cause les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) du document d'urbanisme. Ces éléments sont détaillés dans le résumé non technique annexé à la présente délibération.

Bilan de l'enquête publique :

En vertu des articles L103-2 et L103-3 du code de l'urbanisme en vigueur, la concertation est réputée « facultative » dans le cadre des procédures de modification de P.L.U. Au regard des évolutions mineures apportées au P.L.U., aucune démarche n'a officiellement été engagée dans le cadre de cette procédure.

Les personnes publiques associées à l'enquête publique ont émis une seule et même remarque sur le projet de modification. La Chambre Départementale d'Agriculture et la commune d'Art-sur-Meurthe ont formulé une demande de suppression du périmètre d'étude situé au "3 rue du Faubourg Saint-Phlin/ 8 rue Chepfer".

L'enquête publique concernant cette procédure de modification a été prescrite par arrêté URBA0147 du 12 septembre 2017, conformément aux articles L153-19 et R153-8 à R153-10 du code de l'urbanisme. Elle s'est déroulée du 25 octobre au 25 novembre 2017 inclus, avec mise à disposition des dossiers de P.L.U. en mairie et à la Métropole du Grand Nancy ainsi que sur le site internet du Grand Nancy. Les observations du public pouvaient être consignées dans les registres d'enquête publique mis à disposition en mairie et au Grand Nancy ainsi que par courrier électronique au Grand Nancy.

Le registre disponible à la Métropole du Grand Nancy est resté vierge.

Sur le registre disponible en commune ou lors des permanences, **le commissaire enquêteur a recueilli 2 observations et 3 courriers.**

Aucune observation par voie électronique.

Les observations et courriers portaient sur :

- une demande de classement en zone constructible de deux parcelles en zone naturelle et la confirmation de la constructibilité d'une parcelle ;
- la création d'une zone tampon entre la rue du Coteau et la rue Saint-Phlin ;
- une contestation sur l'instauration d'une protection d'espaces verts sur le secteur dit "des Coteaux des Vignes".

A ces observations, s'ajoutent les observations et remarques du commissaire enquêteur relatives :

- à l'intégration de la nouvelle règle générale UB article 6 dans le règlement ;
- à la pagination du sommaire du règlement.

Ces observations ont donné lieu à un avis du Grand Nancy et ont été analysées par le commissaire enquêteur dans son rapport.

En conclusion générale, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans aucune réserve. Il formule cependant les recommandations suivantes :

- modifier le sommaire du dossier ;
- étudier la demande de classement en zone constructible de parcelles situées en zone naturelle lors de l'élaboration du PLUi ;
- améliorer les procédures de dématérialisation pour les enquêtes publiques à venir.

Les deux dernières recommandations seront examinées lors des prochaines procédures, et notamment lors de l'élaboration du P.L.U.i.

Il est donc proposé de modifier les documents conformément aux propositions faites par le Grand Nancy et jugées satisfaisantes par le commissaire enquêteur dans son rapport :

- suppression du périmètre d'études du secteur «3 rue du faubourg Saint-Phlin/ 8 rue de Chepfer», la vocation agricole du secteur étant confirmée ;
- création d'une zone dite "tampon" entre le secteur du Coteau des Vignes et de la rue du Faubourg Saint-Phlin, afin de limiter les hauteurs maximales et de limiter, par conséquent, l'impact paysager d'éventuelles nouvelles constructions ;
- intégration de la nouvelle règle générale 6.1 au règlement de la zone UB ;
- clarification de la pagination du sommaire du nouveau règlement et modification du sommaire du dossier.

Le dossier, modifié en conséquence, est désormais prêt à être approuvé.

DELIBERATION

En conséquence et après avis favorable de la commission "Territoire" du 12 janvier 2018, il vous est demandé d'approuver le projet de modification du P.L.U. d'Art-sur-Meurthe.

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R153-20 et R153.21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie et à la Métropole pendant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que sa publication au recueil des actes administratifs de la Métropole. Elle sera exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie, à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, à la Métropole du Grand Nancy - bâtiment Chalnot - Direction de l'urbanisme et de l'Ecologie urbaine ainsi que sur le site internet du Grand Nancy. Par ailleurs, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont mis à la disposition du public pendant un an dans les conditions définies à l'article R123-21 du code de l'environnement

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ



BUREAU METROPOLITAIN DU VENDREDI 26 JANVIER 2018

Affaire n° 3

13H45

ETAIENT PRESENTS

Mme ANTOINE Anne-Marie - Laxou
M. BOILEAU Pierre - Ludres
M. BOULANGER Alain - Fléville
M. BOULY Serge - Laneuveville
Mme BRENEUR Carole - Laxou
M. BREUILLE Michel - Essey-lès-Nancy
M. CANDAT Michel - Saulxures
M. CARPENA Jean-Paul - Vandoeuvre
Mme CARRARO Chantal - Nancy
M. CHANUT Henri - Seichamps
M. CHOSEROT Christophe - Maxéville
M. COULOM Thierry - Nancy
M. DESSEIN Jean-Pierre - Art-sur-Meurthe
M. DONATI Patrice - Vandoeuvre
Mme ENGEL Nathalie - Villers-lès-Nancy

M. FOURAR Mostafa - Nancy
M. HURPEAU Jean-Pierre - Jarville
M. JACQUEMIN Pascal - Villers-lès-Nancy
Mme KOMOROWSKI Régine - Vandoeuvre
M. LECA Dominique - Laxou
Mme LEROY Marie-Christine - Dommartemont
Mme NOEL Danièle - Nancy
M. PENSALFINI Eric - Saint-Max
Mme PICCOLI Michelle - Pulnoy
M. PIERRONNET Romain - Nancy
M. ROSSINOT André - Nancy
M. SARTELET Didier - Heillecourt
Mme SIMONNET Chistine - Essey-lès-Nancy
Mme TALLOT Marie-Catherine - Nancy

ETAIENT EXCUSES

Mme DEBORD Valérie - Nancy
M. FÉRON Hervé - Tomblaine
M. HABLOT Stéphane - Vandoeuvre
M. HÉNART Laurent - Nancy
M. HERBUVAUX Vincent - Nancy

Mme KHIROUNI Chaynesse - Nancy
Mme MAGADA Hinde - Tomblaine
M. MATHERON Vincent - Jarville
Mme MEUNIER Julie - Nancy

AVAIENT DONNE POUVOIR

Mme DATI Malika - Nancy
Mme GAVRILOFF Anne-Sophie - Saint-Max
M. MAGRON Daniel - Houdemont
M. THIEL Gilbert - Nancy
M. WERNER François - Villers-lès-Nancy
Mme JURIN Valérie - Nancy
Mme PETIOT Sylvie - Nancy
M. KLING Bertrand - Malzéville
Mme LEVI-CYFERMAN Annie - Vandoeuvre
M. MASSON Bertrand - Nancy

à Mme NOEL Danièle - Nancy
à M. BOULY Serge - Laneuveville
à M. BOULANGER Alain - Fléville
à M. ROSSINOT André - Nancy
à Mme ENGEL Nathalie - Villers-lès-Nancy
à Mme TALLOT Marie-Catherine - Nancy
à Mme CARRARO Chantal - Nancy
à M. CHANUT Henri - Seichamps
à M. DONATI Patrice - Vandoeuvre
à M. BREUILLE Michel - Essey-lès-Nancy

Le présent acte a été publié le : **29 JAN. 2018**

Pour le Président, le Vice-Président délégué :

CANDAT

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/12/2013



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITÉ URBAINE ET RÉSIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 29 NOVEMBRE 2013

DELIBERATION N° : 6

OBJET :
APPROBATION DE LA MODIFICATION DU
P.L.U. D'ART-SUR-MEURTHE

RAPPORTEUR : M. CANDAT

EXPOSE DES MOTIFS

Le plan local d'urbanisme de la commune de Art-sur-Meurthe a été approuvé par le Conseil de communauté du 4 mai 2007, puis modifié une première fois par le Bureau communautaire le 29 septembre 2011.

Des adaptations réglementaires et des évolutions de zonage, qui ne remettent pas en cause le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et donc l'économie générale du P.L.U., sont aujourd'hui nécessaires pour suivre la mutation du tissu urbain, pour permettre la diversification d'activités agricoles, ainsi que pour procéder à des améliorations techniques et des mises à jour réglementaires mineures.

Il a donc été décidé d'engager une procédure de modification du P.L.U. de Art-sur-Meurthe, dont les objectifs, détaillés dans la notice synthétique jointe, sont les suivants :

- supprimer le périmètre d'étude situé dans le village en zone UA, instauré lors de la révision en 2007 et aujourd'hui caduque du fait de sa durée de validité de 5 ans maximum,
- créer un nouvel emplacement réservé, au bénéfice de la commune, sur la chapelle située à l'angle de l'avenue de la Chartreuse et de l'allée du Séminaire, voisine de la Chartreuse de Bosserville (parcelles AE 52 et AE 213) afin d'en assurer la protection et la mise en valeur. La commune y porte en effet le projet de création d'un lieu d'accueil et d'information pour le tourisme,
- introduire une précision relative au régime d'autorisation d'occupation du domaine public dans le cadre de la réalisation d'une isolation par l'extérieur dans les zones UA et UB du P.L.U., lorsque les constructions sont implantées à l'alignement du domaine public,
- d'accompagner la diversification des activités notamment équestres de la ferme de Saint Phlin en classant les principaux corps de bâtiments existants en secteur 1Nag, permettant la réhabilitation et la création d'espaces d'hébergement et de vie collective,

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/12/2013

de procéder à des mises à jour mineures de diverses mesures et nomenclatures, qui ont évolué du fait de modifications législatives ou d'événements ponctuels :

- prendre en compte la réforme des surfaces de référence utilisées dans le droit de l'urbanisme,
- adapter les dispositions relatives au stationnement des véhicules en zones urbaines afin de permettre la mise en oeuvre effective de la participation pour non réalisation d'aire de stationnement décidée par la commune de Art-sur-Meurthe,
- prendre en compte la réforme des surfaces de références pour le stationnement des vélos,
- corriger des erreurs matérielles sur les planches graphiques annexes, relatives aux périmètres d'application du droit de préemption urbain.

L'enquête publique concernant ce dossier a été prescrite par arrêté du Président (URBA092) du 2 août 2013, conformément aux articles L.123-10 et R.123-19 du code de l'urbanisme. Elle s'est déroulée du 16 septembre au 17 octobre 2013 inclus.

Aucune remarque ou observation n'a été formulée par le public lors de cette enquête. Seule la commune de Art-sur-Meurthe a sollicité une modification du règlement visant à généraliser à l'ensemble des voies publiques, dans la zone UA du P.L.U., la précision relative au régime d'autorisation du domaine public dans le cadre de la réalisation d'une isolation par l'extérieur des constructions implantées à l'alignement du domaine public. Cette demande a pu être prise en considération.

De plus et comme évoqué dans une correspondance de la Communauté urbaine au commissaire enquêteur au cours de l'enquête, il y a lieu de prendre en compte la récente révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres routières et ferroviaires intervenue par une série d'arrêtés préfectoraux en date du 13 août 2013.

Sur le fondement de ces remarques, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans aucune réserve au projet de modification du P.L.U. de Art sur Meurthe.

Le dossier de modification du P.L.U. de Art-sur-Meurthe ainsi amendé suite à l'enquête publique est donc prêt à être approuvé.

DELIBERATION

En conséquence et après avis favorable de la commission "Qualité de l'espace public et déplacements" du 14 novembre 2013, il vous est demandé d'approuver le dossier modifié du P.L.U. de Art-sur-Meurthe.

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie et à la Communauté urbaine pendant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Communauté urbaine. En l'absence de S.C.o.T., elle sera exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission au Préfet, sous réserve de l'absence de remarques du Préfet.

Le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Art-sur-Meurthe, à la Communauté urbaine du Grand Nancy et à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle aux jours et heures habituels d'ouverture de chaque administration au public. Par ailleurs, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public pendant un an à la Communauté urbaine du Grand Nancy ainsi que sur le site internet de la Communauté urbaine, à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la mairie de Art-sur-Meurthe.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mr ALLÉ	Paul	Vandoeuvre	Mr BERTAUD	Philippe	Nancy
Mr BOILEAU	Pierre	Ludres	Mr BOULANGER	Alain	Fléville
Mr BOULY	Serge	Laneuveville	Mr CANDAT	Michel	Saulxures
Mme CARRARO	Chantal	Nancy	Mr CHANUT	Henri	Seichamps
Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	Mr GARCIA	Laurent	Laxou
Mr HURPEAU	Jean-Pierre	Jarville	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres
Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy	Mme LEROY	Marie-Christine	Dommarthemont
Mme MAIRE	Aline-Sophie	Nancy	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr PARRA	Christian	Nancy	Mr RONGEOT	Gérard	Nancy
Mr ROSSINOT	André	Nancy	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mr SARTELET	Didier	Heillecourt	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	Mme VALTON	Anne	Houdemont
Mr WERNER	François	Villers-lès-Nancy			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr GERARDOT	Christophe	Laxou	Mme HERMOUET-PAJOT	Jacqueline	Villers-lès-Nancy
Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre			

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville	à	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	à	Mr CHANUT	Henri	Seichamps
Mr FRANOUX	Jean-Pierre	Malzéville	à	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy	à	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr HABLOT	Stéphane	Vandoeuvre	à	Mr ALLÉ	Paul	Vandoeuvre
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	à	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mr MASSON	Bertrand	Nancy	à	Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine
Mr MULLER	François	Vandoeuvre	à	Mr WERNER	François	Villers-lès-Nancy
Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max	à	Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe

le présent acte a été publié le :

- 2 DEC. 2013

Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :


Accusé de réception en préfecture

054-245400676-20110929-B20-290911-DE

Date de signature : -

Date de réception : 03/10/2011

EXTRAIT



DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITÉ URBAINE ET RÉSIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 29 SEPTEMBRE 2011

DELIBERATION N°: 20

OBJET :
APPROBATION DE LA MODIFICATION DU
P.L.U. D'ART-SUR-MEURTHE

RAPPORTEUR : M. CANDAT

EXPOSE DES MOTIFS

Le plan local d'urbanisme de la commune d'Art-sur-Meurthe a été approuvé le 4 mai 2007.

Des adaptations graphiques et réglementaires, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du document d'urbanisme, sont aujourd'hui nécessaires pour accompagner, en particulier, le projet urbain privé du "Coteau des Vignes d'Art-sur-Meurthe" que le document d'urbanisme classait en zone d'urbanisation future. Ces évolutions sont donc compatibles avec le P.A.D.D.

Il a donc été décidé d'engager une procédure de modification du P.L.U., dont les objectifs sont les suivants :

- **Accompagner un projet d'urbanisme durable sur le site du "Coteau des Vignes"**, situé au Nord de la rue du Faubourg Saint Phlin, en lien direct avec le cœur du village et limité à l'Ouest par le ruisseau des Moisies. Une mission d'A.E.U. (Approche environnementale de l'Urbanisme) a été menée pendant 6 mois, aboutissant à un projet de création d'un nouveau quartier d'habitat. La mixité résidentielle sera garantie par la construction d'environ 150 logements dont au moins 30 logements H.L.M. (1/3 appartements et 2/3 maisons individuelles). La réalisation de ces derniers permet à la commune de répondre aux objectifs affichés dans le 6^{ème} P.L.H.D.
Ce projet en 2 phases sera desservi par les transports en commun existants et de nouvelles liaisons cyclables.
Cette opération de développement urbain nécessite une évolution marginale du périmètre de la zone 1 AU, ainsi qu'une adaptation du règlement sur plusieurs points pour :
 - o assurer une prise en compte des opérations groupées,
 - o adapter les normes relatives à l'assainissement et au stationnement aux règles issues des documents communautaires,
 - o garantir la qualité urbaine et architecturale du projet tel que la collectivité l'a souhaité, y compris pour les lots libres qui seront revendus prêts à bâtir.
- **Adapter le document du P.L.U. aux évolutions urbaines** avec la suppression d'un emplacement réservé et la création d'un autre permettant le désenclavement des terrains entourant le site scolaire, restauration et petite enfance en pleine mutation. De plus, l'application renforcée des normes de stationnement issues du Plan de Déplacement Urbain

du Grand Nancy permettra de limiter l'engorgement récurrent des emplacements de stationnement sur l'espace public de la commune. Enfin, l'utilisation de formes architecturales nouvelles et de matériaux de construction performants en matière énergétique sera désormais explicitement autorisée.

- **Adapter le document du P.L.U. au zonage d'assainissement :**

Les annexes sanitaires ont également été revues, à l'instar de l'article 4 et si besoin de l'article 5 du règlement du P.L.U., pour être mis en cohérence avec les exigences du zonage d'assainissement du Grand Nancy.

- **Améliorer le P.L.U.** en rectifiant une erreur matérielle datant de 2007, en supprimant un périmètre de Z.A.D. et un périmètre de Z.A.C. devenus caducs et en procédant à des adaptations rédactionnelles favorisant la compréhension du document.

L'enquête publique a été prescrite par arrêté URBA062 du 4 mai 2011, conformément aux articles L123-10, L123-13 et R123-19 du code de l'urbanisme. Elle s'est déroulée du 8 juin au 8 juillet 2011 inclus. Les deux registres d'enquêtes disponibles en mairie et à la Communauté urbaine sont restés vierges.

Le commissaire enquêteur a, par ailleurs, recueilli un courrier contenant les observations complémentaires de la mairie d'Art-sur-Meurthe, qui ont été étudiées par la Communauté urbaine en lien avec le commissaire et qui concernent principalement :

- o la création d'emplacements de stationnement sur l'espace privé, par le renforcement de la rédaction des articles 12 des zones urbaines;
- o l'assouplissement de la norme des articles 13 pour les projets d'intérêt général, tels que les équipements scolaires;
- o l'amélioration de la rédaction du chapitre 1 AU pour une meilleure prise en compte des objectifs de densité, de stationnement automobile et vélo en "carport", ainsi que d'aspect extérieur des bâtiments.

Ces ajustements mineurs dont la nécessité est apparue au cours de la procédure et dont l'objet entrerait parfaitement dans l'économie générale du P.L.U. ainsi que dans l'objet initial de l'enquête, ont été pris en compte.

Cette enquête a donné lieu à un avis du commissaire enquêteur qui a choisi, en conclusion générale, d'émettre un avis favorable au projet de modification du plan local d'urbanisme. Par ailleurs, la commune a choisi de donner un avis sur le dossier contenant les modifications apportées par délibération en date du 12 septembre 2011.

Le dossier modifié en conséquence est désormais prêt à être approuvé.

DELIBERATION

En conséquence et après avis favorable de la commission "Qualité de l'espace public et déplacements" du 15 septembre 2011, il vous est demandé d'approuver le dossier modifié du P.L.U. d'Art-sur-Meurthe.

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie et à la Communauté urbaine pendant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que sa publication au recueil des actes administratifs de la Communauté urbaine. Elle sera exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie, à la Communauté urbaine et à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle aux jours et heures habituels d'ouverture de chaque administration au public. Par ailleurs, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont à la disposition du public pendant un an à la Communauté urbaine du Grand Nancy - immeuble Chalnot.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ



ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr ALLÉ	Paul	Vandoeuvre	Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville
Mr BERTAUD	Philippe	Nancy	Mr BOILEAU	Pierre	Ludres
Mr BOULANGER	Alain	Fléville	Mr BOULY	Serge	Laneuveville
Mr CANDAT	Michel	Saulxures	Mme CARRARO	Chantal	Nancy
Mr CHANUT	Henri	Seichamps	Mme CREUSOT	Nicole	Nancy
Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	Mr FRANOUX	Jean-Pierre	Malzéville
Mr GERARDOT	Christophe	Laxou	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	Mme HERMOUET-PAJOT	Jacqueline	Villers-lès-Nancy
Mr HURPEAU	Jean-Pierre	Jarville	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mme LEROY	Marie-Christine	Dommartemont	Mme MAIRE	Aline-Sophie	Nancy
Mr MASSON	Bertrand	Nancy	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr RONGEOT	Gérard	Nancy	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mr ROYER	Gérard	Pulnoy	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	Mme VALTON	Anne	Houdemont
Mr WERNER	François	Villers-lès-Nancy			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr HABLOT	Stéphane	Vandoeuvre	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre
-----------	----------	------------	-------------	----------	------------

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr GARCIA	Laurent	Laxou	à	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mr HUSSON	Jean-François	Nancy	à	Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville
Mr MULLER	François	Vandoeuvre	à	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr PARRA	Christian	Nancy	à	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max	à	Mr CANDAT	Michel	Saulxures
Mr SARTELET	Didier	Heillecourt	à	Mr BOULY	Serge	Laneuveville

le présent acte a été publié le : 30 SEP. 2011



Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITE URBAINE ET RESIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 4 MAI 2007

DELIBERATION N° : 17

OBJET :
APPROBATION DU PLAN LOCAL
D'URBANISME D'ART-SUR-MEURTHE

RAPPORTEUR : M. GRANDJEAN

EXPOSE DES MOTIFS

Par délibération du 5 mai 2000, le conseil communautaire a prescrit la révision du P.O.S en P.L.U. de la commune d'Art-Sur-Meurthe. Les principaux objectifs de cette révision consistent à :

- adapter le contenu du document d'urbanisme au nouveau contexte réglementaire de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains et de la Loi Urbanisme et Habitat,
- prendre en compte à l'échelon communal des orientations générales définies par la Communauté urbaine en terme d'habitat, de déplacements et d'environnement : mise en compatibilité du P.L.U. avec le programme local de l'habitat et le plan de déplacement urbain, mise en cohérence avec les orientations connues du plan paysage et de l'Agenda 21....
- ajuster le P.L.U et son règlement aux évolutions urbaines qu'a connues la commune depuis la dernière révision, avec notamment la constitution d'un projet d'aménagement et de développement durable, le P.A.D.D, dont les orientations sont les suivantes :
 - privilégier un développement de la commune respectant son organisation et ses caractéristiques villageoises,
 - permettre la mise en valeur des grandes composantes paysagères du territoire,
 - accompagner l'activité agricole périurbaine dans un objectif de préservation d'une spécificité économique.

En terme de procédures, il est important de rappeler que le conseil de communauté a arrêté le projet de P.L.U révisé par délibération du 30 juin 2006.

Par arrêté en date du 23 novembre 2006, le Président de la Communauté urbaine a prescrit l'enquête publique qui s'est déroulée du samedi 13 janvier 2007 au mercredi 14 février 2007.

.../...

Le commissaire enquêteur a recueilli une dizaine d'observations sur les registres et trois par courrier. L'analyse de ces observations des particuliers permet de les classer en trois types de questionnements :

- une majorité d'observations sont des demandes de maintien en zones 2AU de terrains reclassés en zones agricoles ou naturelles dans le projet de P.L.U.,
- d'autres observations sont des demandes d'explications quant à la délimitation de certains zonages du P.L.U., et notamment l'extension du zonage UB sur certains secteurs le long de la RD2,
- une dernière demande consiste au maintien en zone 2AU de terrains situés au lieu dit « Portes Noires » et à proximité de la Chartreuse de Bosserville, malgré l'avis défavorable des services de l'Etat.

Ces observations ont donné lieu à un avis du commissaire enquêteur :

- pour le premier groupe de demandes, le commissaire enquêteur a suivi l'avis de la communauté urbaine qui considère que ces demandes personnelles ne s'inscrivent pas dans les principes du P.L.U. et les orientations d'aménagement développées dans le P.A.D.D. Elles ne donneront donc pas lieu à des corrections du projet de plan local d'urbanisme.
- pour le second groupe de demandes, le commissaire enquêteur a également considéré que les justifications de la Communauté urbaine quant à l'extension du zonage UB étaient suffisantes et ne demandaient pas de corrections du projet de P.L.U.
- la dernière demande, concernant le classement de terrains situés au lieu dit « Porte Noire », a donné lieu à des avis divergents de la part des services de l'Etat, des collectivités, des particuliers et du commissaire enquêteur. Un consensus a finalement été trouvé avec le classement en zone 2AU de la partie basse de ce site. L'ouverture effective à l'urbanisation ne sera possible qu'après une modification ultérieure du P.L.U., les règles applicables à ce secteur seront alors précisées après une étude approfondie du paysage et du patrimoine de ce secteur.

Par ailleurs, certains avis joints au dossier d'enquête publique et émanant des personnes publiques associées à la révision et de l'Etat ont également donné lieu à des corrections :

- la modification de certains reculs et dénominations de voies ainsi que la suppression d'un emplacement réservé demandée par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle. Cependant, l'emplacement réservé n°2 correspondant au projet de contournement d'Art-sur-Meurthe et en lien avec l'emplacement réservé n°1 sera maintenu, en l'absence de demandes contraires et explicites de l'Etat et du Conseil Général.
- l'ajustement sur la forme, de certaines rédactions des documents du P.L.U., demandé par l'Etat.

D'autres demandes des services de l'Etat s'inscrivant dans le sens d'une amélioration du P.L.U. ont été prises en compte, comme la justification des dispositions réglementaires qui a été explicitée dans le rapport de présentation, notamment concernant le périmètre d'étude en zone UA, le classement en zone 2AU de terrains proches du cœur de village et concernant l'emploi exceptionnel de dispositions restrictives en matière de constructibilité (emprise au sol, C.O.S., etc...).

En conclusion générale, le commissaire enquêteur a donné un avis favorable au projet de P.L.U. après avoir analysé les différentes remarques et avis, ainsi que les corrections apportées au dossier par le Grand Nancy.

.../...

Suite à l'avis préfectoral et dans le cadre de la demande de dérogation pour le passage de zones naturelles en zones urbaines, conformément à l'article L122-2 du code de l'urbanisme, des modifications ont été faites au projet de P.L.U. :

- le secteur des bassins NOVACARB sera finalement maintenu en zone naturelle, conformément à l'avis de l'Etat,
- le site de la Chartreuse de Bosserville sera réintégré en zone naturelle à la place d'une zone UE.

Le dossier de P.L.U. définitif intègre l'ensemble de ces modifications. Il est donc prêt à être approuvé, conformément à l'article L123-10 du code de l'urbanisme.

DELIBERATION

En conséquence, et sur avis favorable de la commission "politique de la ville-urbanisme et habitat" du 20 avril 2007 il vous est demandé de bien vouloir approuver la révision du plan d'occupation des sols de la commune d'Art-Sur-Meurthe

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie ainsi qu'au siège de la communauté urbaine durant un mois et d'une mention dans deux journaux locaux.

Conformément à l'article R 123.25 du code de l'urbanisme, le P.L.U. approuvé est tenu à la disposition du public en mairie, à la Communauté Urbaine et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Conformément à l'article L123-12, la présente délibération sera exécutoire dans un délai d'un mois à compter de sa réception par le préfet et après accomplissement des mesures de publicité.

ADOpte A L'UNANIMITE

2 abstentions - M. SCHAFF ne prend pas part au vote.



PRESIDENCE : André ROSSINOT

Président certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte
reçu à la Préfecture le :

9 MAI 2007

ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	Mr BAILLY	André	Jarville
Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville	Mr BILLON	Denis	Tombaine
Mr BOLMONT	Jean-Paul	Malzéville	Mme BONNEVILLE	Danielle	Saulxures
Mr BOULY	Serge	Lanueuveville	Mr CALISESI	Jean-Claude	Nancy
Mme CAPIAUMONT	Josette	Nancy	Mr CHAPPUT	Jean-Louis	Vandoeuvre
Mr CHARPENTIER	Jacky	Jarville	Mr CHONÉ	Charles	Ludres
Mr CILLA	Daniel	Vandoeuvre	Mr CLAUDEL	François	Jarville
Mr COULOM	Thierry	Nancy	Mme de MARTIN	Béatrice	Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tombaine	Mr GAUTHROT	Roger	Hellecourt
Mme GAZIN	Mireille	Maxéville	Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville
Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mme GUIDAT	Claudine	Nancy	Mr GUILLERME	Claude	Laxou
Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy	Mr HATZIG	Patrick	Nancy
Mme HERMAN	Dominique	Nancy	Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy
Mr HUSSON	Jean-François	Nancy	Mr HUSSON	Olivier	Nancy
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres
Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mme LEBON	Catherine	Nancy	Mme LEVY-JURIN	Valérie	Nancy
Mr MAINARD	Robert	Villers-lès-Nancy	Mr MARTINUZZI	René	Dommarthemont
Mr MASSON	Bertrand	Nancy	Mme MAYEUX	Sophie	Nancy
Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy	Mr MULLER	François	Vandoeuvre
Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre	Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre
Mr PARRA	Christian	Nancy	Mr PÉLISSIER	François	Nancy
Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre
Mr POZZI	Fabio	Laxou	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mr SCHAFF	Gilles	Art-sur-Meurthe	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mr SEYER	Claude	Saint-Max	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mr STEINMETZ	Pierre	Vandoeuvre	Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	Mr VERGNAT	Pierre	Hellecourt
Mr VOUAUX	Gérard	Laxou	Mr WERNER	François	Nancy
Mme ZABÉ	Renée	Nancy			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr DENIS	Jean-Jacques	Nancy	Mr MICHEL	Gérard	Nancy
Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy			

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy	à	Mr COULOM	Thierry	Nancy
Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	à	Mme ZABÉ	Renée	Nancy
Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy	à	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mme GUIDON	Corinne	Vandoeuvre	à	Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre
Mr HÉNART	Laurent	Nancy	à	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mme JULLIAN	Marie-Christine	Nancy	à	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mme KLAEYLE	Josiane	Malzéville	à	Mr BOLMONT	Jean-Paul	Malzéville
Mr LEGRAND	Alain	Selchamps	à	Mr BOULY	Serge	Lanueuveville
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	à	Mr MASSON	Bertrand	Nancy
Mr MERGAUX	Olivier	Nancy	à	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr ROUSSELOT	Pierre	Vandoeuvre	à	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mme SCHAEFFER	Lilli-Anne	Nancy	à	Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy
Mme VALTON	Anne	Houdemont	à	Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville
Mr VANDEVELDE	Jean-Luc	Vandoeuvre	à	Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre

le présent acte a été publié le :

7 MAI 2007



Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :

[Signature]



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

REVISION DU P.O.S. EN P.L.U.
D'ART-SUR-MEURTHE - ARRET DU PROJET
DE P.L.U.

SEANCE DU : 30 JUIN 2006

DELIBERATION N° : 27

RAPPORTEUR : M. GRANDJEAN

EXPOSE DES MOTIFS

Le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) d'Art-Sur-Meurthe a été approuvé le 17 juin 1991 par le Conseil Municipal.

Ce dernier, par délibération du 28 février 2000 avait demandé à la Communauté Urbaine du Grand Nancy de réviser le P.O.S. en vue d'accroître la maîtrise du développement communal. En effet, compte tenu de :

- la volonté exprimée déjà maintes fois par le Conseil Municipal qu'Art-sur-Meurthe soit le village de l'agglomération et qu'il préserve le caractère rural,
- la nécessité, pour rester conforme à cette volonté, de maîtriser l'évolution quantitative et qualitative de l'urbanisation.

Le Conseil Municipal délibérait le 20 décembre 1999 sur le principe d'une réflexion à mener sur l'avenir des zones classées NA au P.O.S. de la commune. Le 5 mai 2000, le Conseil de Communauté du Grand Nancy prescrivait donc la révision du P.O.S. sur l'ensemble du territoire communal.

Une procédure de révision du P.O.S. en P.L.U. a été prescrite par délibération du Conseil Communautaire du 22 juin 2001, en précisant les objectifs de cette révision ainsi que les modalités de concertation mises en œuvre tout au long de la procédure.

Ainsi, les principaux objectifs et changements de cette révision du P.O.S. en P.L.U. sont les suivants :

• **Adapter le contenu du document d'urbanisme au nouveau contexte réglementaire de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain et de la Loi Urbanisme et Habitat, avec notamment la constitution d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D) dont les orientations sont :**

- Privilégier un développement de la commune respectant son organisation et ses caractéristiques villageoises

Il s'agit ici de valoriser le patrimoine bâti existant et de respecter l'organisation en trois polarités grâce à un développement harmonieux.

.../...

Les zones d'urbanisation future devront donc s'articuler autour des noyaux urbains traditionnels déjà constitués. De plus, une diversification des types d'habitat, dans le respect du patrimoine bâti existant, est également envisagée afin de développer, entre autre, une offre locative sur la commune. Cette perspective permet à Art-Sur-Meurthe de s'inscrire dans un esprit de solidarité avec les besoins exprimés dans le 5ème Programme Local de l'Habitat territorialisé.

- Permettre la mise en valeur des grandes composantes paysagères du territoire.

Cette valorisation s'appuie sur deux axes forts :

- * la mise en évidence de la présence de la Meurthe et la valorisation des espaces riverains, en articulation avec les études menées par la Communauté Urbaine et liées à l'évolution des Plaines de Meurthe.
- * la préservation de la qualité paysagère des coteaux, avec une réflexion sur la délimitation entre zones d'urbanisation, zones naturelles ou agricoles et le choix d'une protection appropriée au PLU.

- Accompagner l'activité agricole périurbaine dans un objectif de préservation d'une spécificité économique.

Il s'agit ici d'une réflexion sur le classement de terrains en zone agricole plutôt qu'en zone naturelle, afin de maintenir cette activité caractéristique de la vie de la commune et entretenant le paysage dans une logique de développement durable et d'équilibre ville-campagne.

Ces orientations se traduisent concrètement dans le règlement du P.L.U par :

- un rééquilibrage des zones à urbaniser (Zones AU anciennement zone NA), au profit des zones Naturelles (N) ou Agricoles (A). Ainsi, l'évolution démographique d'Art-sur-Meurthe sera mieux maîtrisée et la population pourra augmenter, au maximum, à hauteur de 30 à 35 %.

Les zones 1AU d'urbanisation à court terme correspondent donc désormais à la 2° partie du Chaux-Four, à la 1ère partie du secteur des Moisiés et au site des Portes Noires situés en face de la Chartreuse (avec un avis obligatoire de l'Architecte des Bâtiments de France).

Les zones 2AU d'urbanisation à plus long terme (et sous réserve d'une modification du P.L.U) correspondent désormais à la 2° partie du secteur des Moisiés, ainsi qu'aux terrains situés le long de la rue Napoléon 1er à Bosserville.

- un renforcement des contraintes de constructibilité dans les zones Naturelles, avec des secteurs spécifiques pour la prise en compte des risques naturels : inondation, affaissements miniers liés à l'activité d'extraction du sel, mouvements du sol et du sous-sol....

- des réflexions menées en partenariat avec la Chambre d'Agriculture ont permis d'affiner deux points :

- * une redéfinition des espaces boisés classés en maintenant ceux situés en lisière des boisements de Bosserville et en levant ceux situés dans des zones naturelles déjà protégée et dont le classement en EBC posent des problèmes d'exploitation forestière.

- * L'élaboration d'un règlement spécifique aux zones A agricoles.

.../...

• **Prendre en compte à l'échelon communal des orientations générales définies par la Communauté Urbaine du Grand Nancy en terme d'habitat, de déplacements, d'environnement, de risques et de nuisances....**

Ainsi, la première partie du PADD rappelle la compatibilité obligatoire du PLU avec le Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) et le Plan de Déplacement Urbain (P.D.U.), ainsi que la cohérence avec les orientations connues de la Charte Environnement, du futur Plan Paysage et de l'Agenda 21...

Ceci se traduit concrètement dans le règlement du P.L.U par :

- l'intégration de nouvelles normes de stationnement véhicules et vélos, en compatibilité avec les orientations du P.D.U
- la prise en compte des objectifs du 5ème P.L.H. en terme de réserves foncières pour de logement et d'objectifs de création de logements aidés.
- l'autorisation de mise en œuvre de solutions les plus respectueuses de l'environnement : énergie solaire, techniques alternatives de traitement des eaux pluviales, etc..., conformément aux orientations de l'Agenda 21.

• **Adapter le P.L.U et son règlement au nouveau contexte réglementaire de la loi S.R.U et de la loi Urbanisme et Habitat**

- suppression des règles de superficie minimale de taille de parcelles.
- coefficient d'Occupation des Sols (C.O.S.) supprimé sur de nombreuses zones urbaines pour éviter l'effet pervers de spéculation foncière associée au COS et pour permettre une évolution du bâti selon les seules règles d'implantation. Le COS est toutefois maintenu sur les zones à urbaniser.

• **Adapter le P.L.U et son règlement aux évolutions urbaines qu'a connu la commune depuis la dernière révision :**

- reclassement en zone urbaine des secteurs dernièrement urbanisés : 1ère tranche de la ZAC du Chaux-Four, lotissement de la Maisonnaie du Château.
- création d'une zone UE dédiée aux équipements pour le centre de loisirs d'Art-sur-Meurthe et la Chartreuse de Bosserville.
- création d'une zone UX dites « d'activités » pour les bassins industriels de l'usine NOVACARB.
- enfin, une révision est l'occasion de « toiletter » le règlement sur certains points d'adaptations mineures.

Conformément aux articles L123-6 et L300-2 du Code de l'Urbanisme, une concertation préalable a eu lieu dans le respect des modalités prévues par la délibération de mise en révision, à savoir :

- la mise à disposition d'un dossier descriptif et d'un registre de concertation en mairie et au siège de la Communauté Urbaine. L'ouverture de la concertation en date du 11 janvier 2002 a été annoncée dans la presse locale.

.../...

- une exposition présentant la procédure de révision et ses objectifs a été organisée en commune en janvier-février 2002.
- trois réunions publiques ont également eu lieu : le 11 janvier 2002 pour le lancement de la procédure, le 24 novembre 2005 concernant le PADD et le 13 avril 2006 concernant le projet de règlement et de zonage.
- d'autre part, un numéro spécial du Bulletin Municipal AB Info a été consacrée en à la révision du PLU en avril 2006.

En outre, un débat sur les orientations du PADD a eu lieu en Conseil Municipal le 4 juillet 2005 puis en Conseil Communautaire le 30 septembre 2005, conformément aux articles L123-18 et L123-9 du code de l'urbanisme.

Les différentes remarques recueillies lors de ces différents échanges ont été prises en compte dans le dossier de P.L.U.

Conformément à l'article L123-18 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal d'Art-Sur-Meurthe a émis un avis favorable au projet de PLU par délibération en date du 24 mai 2006.

Le projet révisé est donc prêt à être transmis, pour avis, aux personnes publiques associées à cette révision et aux personnes demandant à être consultées.

Les prochaines étapes de la procédure de révision du P.O.S. en P.L.U. seront l'organisation et le déroulement de l'enquête publique, suivis par une délibération d'approbation du P.L.U. en Conseil Communautaire.

DELIBERATION

En conséquence et sur avis favorable de la commission « Politique de la Ville-Urbanisme-Habitat » du 8 juin 2006, il vous est demandé d'arrêter le projet de P.L.U. révisé de la commune d'Art-Sur-Meurthe.

Le projet de P.L.U. sera communiqué pour avis aux personnes publiques associées et aux communes limitrophes qui l'ont demandé, conformément aux articles L 123.8 et R 123.16 du code de l'urbanisme et les présidents des associations agréées en application de l'article L 121.8 du code de l'urbanisme pourront en prendre connaissance à la Communauté urbaine ou en mairie.

La présente délibération sera affichée à la mairie d'Art-Sur-Meurthe et au siège de la Communauté Urbaine pendant un mois et fera l'objet d'une mention dans deux journaux locaux diffusés dans le département. Elle sera exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

ADOpte A L'UNANIMITE

2 abstentions

ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	Mr BAILLY	André	Jarville
Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville	Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy
Mr BILLON	Denis	Tomblaine	Mr BOLMONT	Jean-Paul	Malzéville
Mme BONNEVILLE	Danielle	Saulxures	Mr BOULY	Serge	Lanueville
Mme CAPIAUMONT	Josette	Nancy	Mr CHAPPUT	Jean-Louis	Vandoeuvre
Mr CHONÉ	Charles	Ludres	Mr CILLA	Daniel	Vandoeuvre
Mr CLAUDEL	François	Jarville	Mme de MARTIN	Béatrice	Nancy
Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy	Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine
Mr GAUTHROT	Roger	Heillecourt	Mme GAZIN	Mireille	Maxéville
Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville	Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy
Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy	Mme GUIDAT	Claudine	Nancy
Mme GUIDON	Corinne	Vandoeuvre	Mr GUILLERME	Claude	Laxou
Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy	Mr HATZIG	Patrick	Nancy
Mme HERMAN	Dominique	Nancy	Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy
Mr HUSSON	Jean-François	Nancy	Mr HUSSON	Olivier	Nancy
Mme JULIAN	Marie-Christine	Nancy	Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres
Mme KLAEYLE	Josiane	Malzéville	Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy
Mme LEBON	Catherine	Nancy	Mr LEGRAND	Alain	Seichamps
Mme LEVY-JURIN	Valérie	Nancy	Mr MAINARD	Robert	Villers-lès-Nancy
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	Mr MASSON	Bertrand	Laxou
Mme MAYEUX	Sophie	Nancy	Mr MERGAUX	Olivier	Nancy
Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy	Mr MULLER	François	Vandoeuvre
Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre	Mr PARRA	Christian	Nancy
Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy	Mr POZZI	Fabio	Laxou
Mr ROSSINOT	André	Nancy	Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy
Mr ROYER	Gérard	Pulnoy	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mr SEYER	Claude	Saint-Max	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mr STEINMETZ	Pierre	Vandoeuvre	Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max
Mme VALTON	Anne	Houdemont	Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt
Mr VOUAUX	Gérard	Laxou	Mr WERNER	François	Nancy

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	Mr DENIS	Jean-Jacques	Nancy
Mr MARTINUZZI	René	Dommarthemont	Mr MICHEL	Gérard	Nancy
Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre	Mr ROUSSELOT	Pierre	Vandoeuvre
Mme SCHAEFFER	Lilli-Anne	Nancy	Mr SCHAFF	Gilles	Art-sur-Meurthe

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr CALISESI	Jean-Claude	Nancy	à	Mr PARRA	Christian	Nancy
Mr CHARPENTIER	Jacky	Jarville	à	Mr HATZIG	Patrick	Nancy
Mr COULOM	Thierry	Nancy	à	Mme LEBON	Catherine	Nancy
Mr HÉNART	Laurent	Nancy	à	Mme de MARTIN	Béatrice	Nancy
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	à	Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy
Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy	à	Mr POZZI	Fabio	Laxou
Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre	à	Mr MULLER	François	Vandoeuvre
Mr PÉLISSIER	François	Nancy	à	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	à	Mme HERMAN	Dominique	Nancy
Mr VANDELDELDE	Jean-Luc	Vandoeuvre	à	Mme GUIDON	Corinne	Vandoeuvre
Mme ZABÉ	Renée	Nancy	à	Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy

Le président certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte
reçu à la Préfecture le :

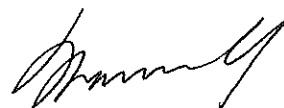
6 JUL. 2006

le présent acte a été publié le :

3 JUL. 2006



Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :





EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU
PROJET D'AMENAGEMENT ET DE
DEVELOPPEMENT DURABLE COMMUNES
D'ART-SUR-MEURTHE, VANDOEUVRE ET
VILLERS-LES-NANCY

SEANCE DU : 30 SEPTEMBRE 2005

RAPPORTEUR : M. GRANDJEAN

COMMUNICATION

Dans le cadre de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, la loi SRU du 13 décembre 2000 a prévue la réalisation d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durable, le PADD, qui répond à plusieurs objectifs :

- le PADD fixe l'économie générale du PLU et exprime donc l'intérêt général. Il ne s'agit plus d'un document juridiquement opposable au tiers depuis la Loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003. Il servira cependant de document de référence pour déterminer le choix entre les éventuelles procédures de modifications ou de révisions du document d'urbanisme.
- le PADD doit également être un document pédagogique, clair et compréhensible par l'ensemble de la population. Il explique de manière simple et communicante le projet de développement de la commune,
- le PADD est une pièce indissociable du dossier final, dont la réalisation est préalable au projet de PLU et qui doit justifier le plan de zonage et le règlement d'urbanisme, par des enjeux de développement et des orientations d'aménagement,
- enfin, les PADD des différentes communes du Grand Nancy présenteront des caractéristiques identiques sur la forme mais également sur le fond, avec une partie dite d'agglomération. Ceci afin de favoriser une cohérence intercommunale entre les différents documents de planification.

Les orientations du PADD doivent être soumises au débat en Conseil Communautaire, les modalités de ce débat sont les suivantes :

- l'article L123-9 du Code de l'Urbanisme stipule : « *un débat a lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du PADD (...) au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU.* ». Compte tenu de la compétence du Grand Nancy en terme d'élaboration des documents de planification, le débat a lieu en conseil communautaire.
- il est important de préciser qu'aucun vote n'a lieu à l'issue de ce débat. Le législateur a voulu permettre un temps de discussion et de concertation avant l'arrêt définitif du projet de PLU.

.../...

Le vote aura donc lieu plus tard, avant la mise à l'enquête publique lors de l'arrêt du projet de PLU comprenant l'ensemble des pièces : PADD, futur plans de zonage, règlement et annexes. Une autre délibération sera également prise à la fin de la procédure pour approuver le PLU.

Les communes d'Art sur Meurthe, Vandoeuvre et Villers-lès-Nancy sont aujourd'hui à ce stade dans l'élaboration de leur PLU, les orientations de leur PADD sont donc soumises au débat.

Chaque présentation commence par l'exposé des enjeux communaux et communautaires issus du diagnostic et se poursuit par les orientations d'aménagement pour le territoire de chaque commune

ART-SUR-MEURTHE :

Art-sur-Meurthe est située en seconde couronne de l'agglomération nancéienne et présente la spécificité d'avoir conservé une activité agricole significative. La commune est structurée en trois cœurs de village autour desquels l'habitat s'est progressivement développé : le village d'Art-sur-Meurthe, le hameau de Bosserville et le quartier Sainte-Marguerite.

1. Les enjeux communaux et communautaires issus du diagnostic sont :

- La maîtrise du développement de la commune et la gestion d'un fort potentiel attractif

Il est souhaitable de maintenir les grands équilibres qui fondent aujourd'hui l'attractivité d'Art-sur-Meurthe :

- équilibre en terme d'organisation spatiale, entre espaces urbanisés et naturels,
- équilibre en terme de capacité d'accueil et de fonctionnement (vie du village, prise en compte de la capacité des équipements et des infrastructures...)
- équilibre en terme d'intégration et de cohésion sociale

- La recherche et la valorisation d'éléments porteurs d'identité

Art-sur-Meurthe profite de la présence d'un patrimoine naturel et architectural important dont la valorisation mérite d'être poursuivie.

Les grands édifices architecturaux que sont la Chartreuse de Bosserville et le Château sont, autant pour la commune que pour le Grand Nancy des monuments porteurs d'identité et de rayonnement.

Par ailleurs, les éléments de composition paysagère que sont les coteaux agricoles et boisés ainsi que les Plaines de Meurthe présentent également un intérêt en terme d'identité pour la commune et de continuité verte pour l'agglomération.

2. Les orientations générales d'aménagement qui permettront l'élaboration du zonage et du règlement du PLU sont donc :

- Privilégier un développement de la commune respectant son organisation et ses caractéristiques villageoises

Il s'agit ici de valoriser le patrimoine bâti existant et de respecter l'organisation en trois polarités grâce à un développement harmonieux. Les zones d'urbanisation future devront donc s'articuler autour des noyaux urbains traditionnels déjà constitués.

.../...

De plus, une diversification des types d'habitat, dans le respect du patrimoine bâti existant, est également envisagée afin de développer, entre autre, une offre locative sur la commune. Cette perspective permet à Art-Sur-Meurthe de s'inscrire dans un esprit de solidarité avec les besoins exprimé dans le 5ème Programme Local de l'Habitat territorialisé.

Enfin, le maintien d'une armature viaire légère et d'une circulation apaisée dans la traversée de village seront privilégiés.

- Permettre la mise en valeur des grandes composantes paysagères du territoire.

Cette valorisation s'appuie sur deux axes forts :

- la mise en évidence de la présence de la Meurthe et la valorisation des espaces riverains, en articulation avec les études menées par la Communauté Urbaine et liées à l'évolution des Plaines de Meurthe.

- la préservation de la qualité paysagère des coteaux, avec une réflexion sur la délimitation entre zones d'urbanisation, zones naturelles ou agricoles et le choix d'une protection appropriée au PLU.

- Accompagner l'activité agricole périurbaine dans un objectif de préservation d'une spécificité économique.

Il s'agit ici d'une réflexion sur le classement de terrains en zone agricole plutôt qu'en zone naturelle, afin de maintenir cette activité caractéristique de la vie de la commune et entretenant le paysage dans une logique de développement durable et d'équilibre ville-campagne.

VANDOEUVRE

Vandoeuvre fait partie des communes de première couronne au sud-ouest de la Ville-centre, et s'inscrit dans la continuité du tissu urbain nancéien. En terme de développement, Vandoeuvre a longtemps été le moteur de l'urbanisation de l'agglomération, elle est par ailleurs la deuxième commune du Grand Nancy et du département avec ses 32 031 habitants.

Après une longue période de croissance urbaine, la commune ne dispose aujourd'hui pratiquement plus de réserves foncières et envisage donc son développement par un renouvellement urbain.

1. Les enjeux communaux et communautaires issus du diagnostic sont :

- Les enjeux de cohésion sociale et spatiale

La recherche de cohésion sociale nécessite de renforcer les liens sociaux mais également physiques du territoire vandopérien par des opérations de restructuration urbaine et par le développement d'une trame verte. La politique de construction peut aussi constituer un moyen de recréer ces liens en développant une offre d'habitat susceptible d'attirer une population nouvelle, sans oublier la prise en compte des besoins liés à l'accueil des gens du voyage.

- Les enjeux d'attractivité résidentielle et économique

Au niveau résidentiel, l'enjeu d'attractivité répond à la volonté de dépasser son image marquée par la ZUP et d'accueillir de nouvelles catégories de population. Cet enjeu se traduit par la volonté d'améliorer le cadre de vie par des actions de valorisation des espaces publics et se décline également dans le domaine de la préservation des espaces naturels de coteaux.

.../...

Au niveau économique, la recherche d'attractivité se justifie par la volonté de voir se poursuivre le développement d'emplois tertiaires supérieurs, renforçant le rayonnement de la commune et de l'agglomération. Les interventions sur le centre-ville doivent permettre de renforcer sa capacité à être un centre de services pour le sud de l'agglomération et un élément fort de l'identité communale, notamment avec la présence de la ZFU de Bizet.

- Les enjeux de développement des fonctions métropolitaines

Pour faire face aux évolutions constantes et à une exigence de performance, les équipements métropolitains tels que le CHU, le campus des Aiguillettes, l'Institut National Polytechnique de Lorraine, la faculté de médecine et l'ESSTIN doivent évoluer pour se moderniser, se développer et se renforcer sur leurs emprises actuelles. Un enjeu majeur pour la commune et l'agglomération est de permettre leur densification et leur réorganisation sur site.

2. Les orientations générales d'aménagement qui permettront l'élaboration du zonage et du règlement du PLU viseront donc à :

- Permettre un renouvellement du tissu urbain existant dans la ville basse

L'ensemble de ces orientations sont issues du Projet de Rénovation Urbaine des Nations, déposé à l'ANRU et présentant les priorités suivantes :

- renforcer la centralité autour du cœur de ville, afin de renforcer l'image et l'identité de la commune. Cette logique s'étend également en direction du Charmois et du Vélodrome avec la volonté d'intervenir sur l'espace public et de favoriser le développement d'activités économiques. Enfin, elle se traduit par la création d'un axe vert vers les coteaux, le village et la partie haute de la commune.
- développer la mixité des occupations urbaines, afin de diversifier l'offre dans les formes d'habitat, de commerces et de services au sein de quartiers jusqu'ici monolithiques.
- prendre en compte l'émergence de nouveaux espaces de projets, à savoir : les terrains militaires, les franges de l'A330 et le pôle de l'eau.

- Assurer le renforcement des fonctions métropolitaines accueillies sur la commune

Les grandes fonctions métropolitaines sont confrontées à la problématique de leur évolution dans un contexte de plus en plus concurrentiel. La Communauté Urbaine entend répondre à ces besoins par le renforcement de ces équipements sur les sites existants à travers :

- le renforcement des fonctions hospitalières avec le processus de modernisation engagée par le CHU,
- l'optimisation du fonctionnement des équipements universitaires et de recherche, en terme de possibilité d'extension de bâtiments ainsi qu'en terme de gestion des stationnements et des circulations automobiles et piétonnes,

.../...

- Renforcer la présence de la nature dans les paysages urbains

A l'instar des communes de l'ouest de l'agglomération, les coteaux et leurs boisements caractérisent le paysage vandopérien. Une des orientations d'aménagements est la valorisation de ces paysages de coteau qui prendra également en compte les risques naturels de mouvement de terrains et les risques miniers dans le règlement et le zonage du PLU.

Ils existent également un ensemble d'espaces verts et naturels insérés dans le tissu urbain qui participent à la qualité du cadre de vie et sur lesquels repose la création d'une trame verte communale et d'agglomération. La conciliation entre un cadre de vie urbain et la protection de l'environnement est donc une orientation souhaitée du PADD, afin de poursuivre les démarches et expériences entreprises en terme de développement durable, partout où cela sera possible.

VILLERS-LES-NANCY

Villers-lès-Nancy fait partie des communes de première couronne au Sud-Ouest de l'agglomération, elle s'inscrit dans la continuité urbaine des communes de Nancy, Laxou et Vandoeuvre avec laquelle elle entretient des liens particuliers au niveau du prolongement du campus universitaire et du technopôle.

Grâce à sa qualité urbaine remarquable, elle a su articuler les différentes époques de construction pour créer un tissu urbain harmonieux ; elle est une des communes les plus résidentielles du Grand Nancy.

1. Les enjeux communaux et communautaires issus du diagnostic sont :

- Le développement de la mixité urbaine et sociale

Villers-Les-Nancy est confronté à un manque de renouvellement de sa population ; la commune doit également répondre aux exigences relatives à la loi SRU en matière de logements sociaux et s'inscrire dans les objectifs du 5ème Programme Local de l'Habitat territorialisé. C'est pourquoi, les enjeux de mixité, à travers le développement d'un parc locatif sur la commune, sont doubles :

- retrouver une dynamique démographique tout en permettant d'offrir une diversité de produits de logements susceptibles d'accueillir une population plus variée,
- contribuer au rééquilibrage du parc social au sein du Grand Nancy en participant à l'accroissement de l'offre en logements sociaux de l'agglomération.

Par ailleurs, doivent être pris en compte des besoins liés à l'accueil des gens du voyage.

- Le renforcement des grandes fonctions d'agglomération

Villers-Les-Nancy partage avec Vandoeuvre le campus des Aiguillettes ; ce site universitaire majeur évolue depuis sa création selon deux axes : un renforcement de sa polarité et l'amélioration du niveau de services aux étudiants et enseignant. Il est donc important de favoriser les conditions de cet évolution par un règlement adapté.

La technopôle de Brabois, lui aussi situé sur les deux communes de Villers et Vandoeuvre arrive également aujourd'hui à saturation ; permettre la poursuite de son développement constitue donc un enjeu majeur pour l'agglomération.

.../...

- Le renforcement de l'attractivité de la commune

L'amélioration de l'attractivité et du rayonnement de la commune passe par :

- l'optimisation et le développement des services à la population,
- la qualité du cadre de vie qui constitue un facteur incontestable d'attractivité. La maîtrise de la densité urbaine et le respect de l'environnement représente donc un enjeu important,
- l'affichage d'une politique culturelle forte et complémentaire à celle déjà existantes sur l'agglomération.

2. Les orientations générales d'aménagement qui permettront l'élaboration du zonage et du règlement du PLU consisteront donc à :

- Définir de nouvelles capacités de développement pour l'habitat et l'activité

La dernière opportunité foncière de la commune se situe sur la côte de Villers. Le projet d'urbanisation porte sur 38 Ha et s'organise sur le principe d'une décomposition en trois programmes :

- un programme d'activités avec l'extension du Technopôle de Brabois sur le plateau.
- un programme d'habitat en continuité du lotissement des Cottages et du tissu urbain voisin.
- un programme d'espaces verts, maintenant une continuité verte entre la forêt de Haye et le Parc de Brabois et permettant une transition entre les différentes composantes urbaines. Un vaste espace de loisirs d'échelle communale et communautaire sera également maintenu sur le site.

- Permettre le développement du campus universitaire

Le campus des Aiguillettes doit pouvoir poursuivre sa croissance pour répondre aux besoins d'enseignement et de recherche, à l'exemple des réalisations récentes du LORIA et de l'ESIAL. La densification du campus, en particulier en allégeant les normes de stationnements pour les nouvelles constructions, est une réponse aux besoins universitaires.

- Préserver le patrimoine naturel, urbain et le cadre de vie

Le cadre paysager villarois fait l'objet d'une préservation, avec la protection de la forêt de Haye et des parcs publics ou privés et également d'une mise en valeur par la constitution d'une trame verte favorisant l'usage des modes doux.

La prise en compte des risques naturels de mouvement de terrain, contraignants sur le coteau, est aussi une priorité du PLU.

- Permettre l'évolution du tissu urbain tout en favorisant la mixité

La volonté de renforcer la mixité se traduira surtout par l'attention accordée aux mutations ponctuelles du tissu urbain déjà constitué. Il s'agira donc d'évaluer leur potentiel à accueillir prioritairement, mais pas exclusivement des logements locatifs aidés. Cette action s'inscrit dans la durée pour saisir les opportunités offertes lors de mutation de propriétés. Le règlement du PLU veillera à favoriser ces possibilités.

- Préserver la possibilité de réaliser de nouvelles voies pour desservir le plateau

L'amélioration de la desserte du plateau de Brabois est à l'étude dans le cadre du schéma de voirie ouest de l'agglomération. La possibilité de création de nouveaux accès ou desserte sera prise en compte dans le PLU.



PRESIDENCE : André ROSSINOT

Le président certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte
reçu à la Préfecture le :

6 OCT. 2005

ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	Mr BAILLY	André	Jarville
Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville	Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy
Mr BILLON	Denis	Tomblaine	Mme BONNEVILLE	Danielle	Saulxures
Mr BOULY	Serge	Laneuveville	Mr CALISESI	Jean-Claude	Nancy
Mme CAPIAUMONT	Josette	Nancy	Mr CHARPENTIER	Jacky	Jarville
Mr CHONÉ	Charles	Ludres	Mr CLAUDEL	François	Jarville
Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	Mr GAUTHROT	Roger	Heillecourt
Mme GAZIN	Mireille	Maxéville	Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville
Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mme GUIDAT	Claudine	Nancy	Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	Mr HÉNART	Laurent	Nancy
Mme HERMAN	Dominique	Nancy	Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy
Mr HUSSON	Jean-François	Nancy	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mme JULIAN	Marie-Christine	Nancy	Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres
Mme KLAEYLE	Josiane	Malzéville	Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy
Mme LEBON	Catherine	Nancy	Mr MAINARD	Robert	Villers-lès-Nancy
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	Mr MARTINUZZI	René	Dommarthemont
Mr MASSON	Bertrand	Laxou	Mme MAYEUX	Sophie	Nancy
Mr MERGAUX	Olivier	Nancy	Mr MULLER	François	Vandoeuvre
Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre	Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre
Mr PARRA	Christian	Nancy	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre
Mr POZZI	Fabio	Laxou	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mme SCHAEFFER	Lilli-Anne	Nancy	Mr SCHAFF	Gilles	Art-sur-Meurthe
Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy	Mr SEYER	Claude	Saint-Max
Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy	Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max
Mme VALTON	Anne	Houdemont	Mr VANDEVELDE	Jean-Luc	Vandoeuvre
Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt	Mr VOUAUX	Gérard	Laxou
Mr WERNER	François	Nancy			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

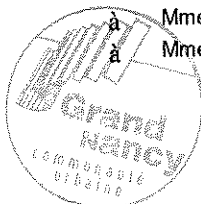
Mr MICHEL Gérard Nancy

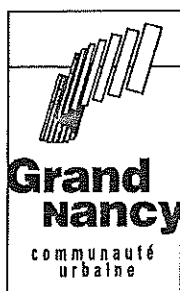
AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr BOLMONT	Jean-Paul	Malzéville	à	Mme KLAEYLE	Josiane	Malzéville
Mr CHAPPUT	Jean-Louis	Vandoeuvre	à	Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre
Mr CILLA	Daniel	Vandoeuvre	à	Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy
Mr COULOM	Thierry	Nancy	à	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mme de MARTIN	Béatrice	Nancy	à	Mr BAILLY	André	Jarville
Mr DENIS	Jean-Jacques	Nancy	à	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mme GUIDON	Corinne	Vandoeuvre	à	Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre
Mr GUILLERME	Claude	Laxou	à	Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou
Mr HUSSON	Olivier	Nancy	à	Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy
Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy	à	Mr CALISESI	Jean-Claude	Nancy
Mr LEGRAND	Alain	Seichamps	à	Mr BOULY	Serge	Laneuveville
Mr LÉONARD	Gérard	Saint-Max	à	Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max
Mme LEVY-JURIN	Valérie	Nancy	à	Mme GUIDAT	Claudine	Nancy
Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy	à	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mr PÉLISSIER	François	Nancy	à	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy	à	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre
Mr ROUSSELOT	Pierre	Vandoeuvre	à	Mr HATZIG	Patrick	Nancy
Mr STEINMETZ	Pierre	Vandoeuvre	à	Mr MULLER	François	Vandoeuvre
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	à	Mme HERMAN	Dominique	Nancy
Mme ZABÉ	Renée	Nancy	à	Mme CREUSOT	Nicole	Nancy

le présent acte a été publié le :

3 OCT. 2005

Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

PLAN LOCAL D'URBANISME
D'ART-SUR-MEURTHE- APPROBATION DES
OBJECTIFS DE LA REVISION - MODALITES
DE LA CONCERTATION.

SEANCE DU : 22 JUIN 2001

DELIBERATION N° : 13

RAPPORTEUR : M. GRANDJEAN

EXPOSE DES MOTIFS

Le P.O.S. d'Art-sur-Meurthe a été approuvé par arrêté préfectoral du 18 juillet 1980. Il a été révisé en 1991, puis modifié le 30 mars 1992 et le 18 février 2000. Par délibération du Conseil Communautaire en date du 5 mai 2000, il a été mis en révision avec notamment pour objectif de redéfinir l'ensemble des zones d'urbanisation future de la commune.

La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000 prévoit que les P.O.S. non arrêtés avant le 1er avril 2001, date d'entrée en vigueur de la loi, sont soumis aux dispositions des plans locaux d'urbanisme et doivent être révisés selon les nouvelles règles de procédure. Cette refonte du P.O.S. en plan local d'urbanisme implique des transformations majeures tant au niveau du contenu que de la forme du document.

A l'occasion de la révision du P.L.U. d'Art-sur-Meurthe, seront prises en compte un certain nombre d'orientations stratégiques de la politique d'agglomération en matière d'urbanisme. La commune d'Art-sur-Meurthe est en particulier concernée par la démarche d'agglomération sur les zones NA, la Charte d'Environnement, et la prise en compte des risques et des nuisances dans les documents d'urbanisme.

Outre la redéfinition des zones d'urbanisation future, la révision du P.L.U. d'Art-sur-Meurthe poursuivra les objectifs suivants :

- prendre en compte à l'échelon communal les orientations générales définies par la Communauté Urbaine du grand Nancy sur les problèmes d'environnement, de zones d'habitat, de risques et de nuisances,

- adapter le contenu des documents d'urbanisme au nouveau contexte réglementaire de la loi S.R.U.,

- adapter le P.L.U. en tenant compte des évolutions urbaines observées sur la commune depuis la dernière révision de 1991.

.../...

La nouvelle procédure prévoit que celle-ci doit faire l'objet d'une concertation préalable, dont il convient de définir les modalités. Celles-ci pourraient être les suivantes :

- mise à disposition d'un dossier descriptif déposé en mairie et au siège de la Communauté Urbaine. Ce dossier présentera les objectifs de la révision dans le contexte de la nouvelle loi. Il sera accompagné d'un registre, afin que la public puisse y consigner ses observations éventuelles. Ce dispositif sera complété par une exposition organisée sur le territoire communal ;

- consultation de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

- insertion dans la presse locale d'un communiqué relatif à la procédure engagée.

DELIBERATION

En conséquence et sur avis favorable de la commission "Politique de la Ville - Urbanisme - Habitat" du 14 juin 2001, il vous est demandé de bien vouloir :

- approuver les objectifs de la révision du P.L.U. d'Art-sur-Meurthe,
- approuver les modalités de la concertation proposée ci-dessus,
- charger l'ADUAN de réaliser les études nécessaires à la révision du P.L.U.,
- solliciter de l'Etat, conformément au décret n°83.1122 du 22 décembre 1983, qu'une dotation soit allouée à la Communauté Urbaine pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du P.L.U.

Conformément à l'article L. 123-6 du nouveau code de l'urbanisme issu de la loi du 13 décembre 2000, la présente délibération sera notifiée au Préfet, aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général, aux Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie, de Métiers et d'Agriculture.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et au siège de la Communauté Urbaine durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département, et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté Urbaine, conformément à l'article R. 123-25 du nouveau code de l'urbanisme.

Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du P.L.U. sont inscrits au budget général, fonction 820 - articles 6188 "Prestations de services du service urbanisme" et 6231 "Annonces et insertion".

ADOpte A L'UNANIMITE

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy
Mr BERTAUD	Philippe	Nancy	Mr BILLON	Denis	Tomblaine
Mr BOLMONT	Jean-Paul	Malzéville	Mme BONNEVILLE	Danielle	Saulxures
Mr BOUILLOT	Jean-Michel	Vandoeuvre	Mr BOULY	Serge	Laneuveville
Mme CAPIAUMONT	Josette	Nancy	Mr CHAPPUT	Jean-Louis	Vandoeuvre
Mr CHONÉ	Charles	Ludres	Mme de MARTIN	Béatrice	Nancy
Mr DENIS	Jean-Jacques	Nancy	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	Mr GAUTHROT	Roger	Heillecourt
Mme GAZIN	Mireille	Maxéville	Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville
Mme GRANDCLAUDE	Marie-Jeanne	Jarville	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mme GUIDAT	Claudine	Nancy	Mme GUIDON	Corinne	Vandoeuvre
Mr GUILLERME	Claude	Laxou	Mme HERMAN	Dominique	Nancy
Mr HUSSON	Olivier	Nancy	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	Mme JULLIAN	Marie-Christine	Nancy
Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres	Mme KLAEYLE	Josiane	Malzéville
Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mr LEGRAND	Alain	Seichamps	Mr LÉONARD	Gérard	Saint-Max
Mr MARTINUZZI	René	Dommarternont	Mr MASSON	Bertrand	Laxou
Mme MAYEUX	Sophie	Nancy	Mr MICHEL	Gérard	Nancy
Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy	Mr MULLER	François	Vandoeuvre
Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre	Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre
Mr PARRA	Christian	Nancy	Mr PÉLISSIER	François	Nancy
Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy	Mr POZZI	Fabio	Laxou
Mr ROSSINOT	André	Nancy	Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy
Mr ROUSSELOT	Pierre	Vandoeuvre	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mme SCHAEFFER	Lilli-Anne	Nancy	Mr SCHAFF	Gilles	Art-sur-Meurthe
Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy	Mr STEINMETZ	Pierre	Vandoeuvre
Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max	Mme VALTON	Anne	Houdemont
Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt	Mr VOUAUX	Gérard	Laxou
Mr WEIBEL	Roland	Jarville	Mr WERNER	François	Nancy
Mme ZABÉ	Renée	Nancy			

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr BAILLY	André	Jarville	à	Mr BOULY	Serge	Laneuveville
Mme DUCLOY-LINASSI	Marylène	Nancy	à	Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy
Mme GAVOILLE	Carole	Nancy	à	Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	à	Mr DENIS	Jean-Jacques	Nancy
Mr HÉNART	Laurent	Nancy	à	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mme LEBON	Catherine	Nancy	à	Mr PARRA	Christian	Nancy
Mr MANGIN	René	Vandoeuvre	à	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	à	Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy
Mr STRICHER	Michel	Essey-lès-Nancy	à	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	à	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mr VANDEVELDE	Jean-Luc	Vandoeuvre	à	Mr STEINMETZ	Pierre	Vandoeuvre
Mme WEILL	Sylvie	Nancy	à	Mme ZABÉ	Renée	Nancy

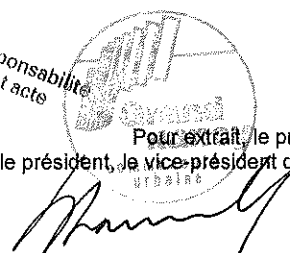
Le président certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte
reçu à la Préfecture le .

28 JUIN 2001

le présent acte a été publié le :

25 JUIN 2001

Pour extrait, le président,
le vice-président délégué :



Toute correspondance est à adresser à la Communauté Urbaine du Grand Nancy